

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

CHANGEMENT DE MINISTRES DANS LA CONTINUITÉ

La bonne gouvernance n'est toujours pas au rendez-vous

Circulez, il n'y a rien à voir ! Nombre d'Algériens qui se sont exprimés sur les réseaux sociaux n'ont pas caché leur dépit suite aux changements opérés dans la composition du gouvernement. Ils espéraient plus, ils attendaient mieux : il faudra repasser pour qu'enfin la bonne gouvernance soit réellement inscrite à l'ordre du jour du pouvoir en place.

Le gouvernement peut jouer un rôle central pour peu qu'il en ait la volonté politique, dans la mise en place, le maintien et le respect d'un système de bonne gouvernance. On attend de lui qu'il exerce son autorité sur des bases saines, en adoptant des principes et des normes éthiques stricts et qu'il réalise un contrôle sur la fonction publique chargée de la mise en œuvre de la politique et des programmes du gouvernement. En s'acquittant de ses multiples responsabilités, l'Exécutif doit veiller :

- à faire preuve d'une autorité sans ambiguïté et d'une volonté politique ferme pour assurer une gestion intégrée des affaires publiques ;
- à ce que ses propres actions soient légales, légitimes et absolument transparentes ;
- à l'indépendance des tribunaux et à l'application de leurs décisions ;
- à ce que les corps d'inspection et de contrôle disposent des ressources et des pouvoirs leur permettant d'accomplir leurs fonctions de manière indépendante, sans crainte ni complaisance. On ne soulignera jamais assez le rôle dirigeant de l'Exécutif. Le Premier ministre dispose d'un excellent accès aux médias et fait l'objet d'une large couverture médiatique. Il est de ce fait particulièrement bien placé pour faire passer des messages à la population.

Par la visibilité et la nature de sa fonction, il se trouve dans une position privilégiée pour jouer un rôle de modèle et doit veiller à adopter une conduite exemplaire, propre à inspirer ses gouvernés.

Mode de fonctionnement conforme à l'éthique

Les observateurs ne sont pas toujours conscients de l'ampleur du défi auquel est confronté un chef de l'Exécutif pour diriger un Etat qui ne fonctionne pas parce qu'il est paralysé par une corruption généralisée.

Il découvrira de multiples zones vulnérables, susceptibles d'être touchées par la corruption ou d'engendrer des conflits d'in-

Ne vole pas, ne ment pas et ne triche pas...



Le gouvernement m'aime pas la concurrence.

térêts et devra réformer de nombreux secteurs tels que les marchés publics et les processus de prise de décision.

Dans un tel contexte, il est essentiel que le Premier ministre dispose de l'autorité

légale et du poids politique nécessaires pour conduire un programme de réformes crédible et efficace.

Une fois désigné, un chef de gouvernement devient le centre de l'attention de la population et

des médias, qui le jugent en fonction de sa propension à la dépense ou au copinage.

La tonalité morale d'un gouvernement se définit très rapidement et il est important qu'il manifeste sans ambiguïté sa volonté d'adopter un mode de fonctionnement conforme à l'éthique. L'une des méthodes possibles consiste à organiser un «séminaire éthique», dans le but de permettre aux membres du gouvernement de définir leurs propres normes éthiques et d'adopter un code ministériel de bonne conduite.

Il est primordial que les membres de l'Exécutif et de la fonction publique aient une parfaite compréhension du concept de conflit d'intérêts.

Si tel n'est pas le cas, les intérêts privés vont dominer les décisions publiques et leur conférer un caractère arbitraire et vénal, contraire à l'intérêt général.

Djilali Hadjadj

UN NOUVEAU MINISTRE AVERTI EN VAUT... DEUX !

L'abus d'une position publique en vue d'un intérêt privé

Récemment encore, le mot corruption était complètement proscrit dans les milieux professionnel et politique. Il apparaissait rarement dans les journaux, les économistes n'en parlaient guère, même si les politologues commençaient à lui vouer un intérêt théorique.

La tentative de définition de la notion de corruption doit mettre en évidence le fait que :

- la corruption se manifeste dans le secteur public autant que dans le secteur privé ;
- elle désigne un ensemble très large de pratiques et concerne toutes formes de fraudes ;

- la définition de la corruption doit inclure les notions de corruption passive et de corruption active, c'est-à-dire qu'elle désigne autant le fait de donner que de recevoir des pots-de-vin ou autres avantages ;

- la prise de décision est influencée par des considéra-

tions personnelles ou familiales. Si l'on propose comme définition de la corruption «l'abus d'une position publique en vue d'un intérêt privé», on admettra alors que celle-ci ne pourrait survenir que lorsqu'il y a une possibilité d'interaction avec le public et que «tout service, tout contrôle, tout acte administratif, toute sanction, sont monnayables et passibles de transactions occultes».

Cette définition est cependant restrictive, puisqu'elle ne prend pas en compte certaines formes de corruption :

- celles qui utilisent la contrainte comme levier principal (où la dimension de l'extorsion prime sur la dimension transactionnelle) ;
- les pratiques qui se noient avec les pratiques sociétales

ordinaires : échanges de services et de faveurs entre parents, ressortissants d'une même localité ou région, membres d'une même famille politique. Par conséquent, chaque fois qu'une relation de pouvoir, d'offre et de demande s'installe, la possibilité d'un marchandage ouvre la porte à toutes sortes de jeux d'influence. Ainsi, les champs de prédilection dans lesquels va prospérer la corruption sont les champs politique, économique et social. Seront donc concernés le domaine de l'activité gouvernementale et les services publics ; les activités économiques et le monde des affaires ainsi que la sphère de la société civile, au sens d'organisations non politiques.

D. H.

INDICATEURS POUR ÉVALUER L'EXÉCUTIF

La politique est-elle élaborée en consultation régulière avec la société civile ?

Existe-t-il des procédures de surveillance de la fortune et du train de vie des personnes concernées (obligation de déclaration des avoirs par exemple) ?

Si cette obligation existe, les déclarations sont-elles vérifiées de manière systématique ou par échantillon choisi au hasard, puis soumises à des contrôles ?

Sont-elles remises à un organe indépendant ou mises à la disposition du public ou des médias ?

Existe-t-il des règles précises s'appliquant aux conflits d'intérêts ? Si oui, sont-elles généralement respectées ?

Y a-t-il des registres pour : -a) les cadeaux

et pour : -b) l'hospitalité ? Si oui, sont-ils tenus à jour ?

Le public, les médias et l'opposition politique y ont-ils accès ?

Les représentants de l'Exécutif sont-ils obligés (par la loi ou par l'usage) de justifier leurs décisions ?

Existe-t-il des règles précises contre les ingérences politiques dans le travail quotidien de l'administration, c'est-à-dire des règles formelles exigeant la neutralité politique des fonctionnaires ?

Les procédures d'aliénation des biens de l'Etat sont-elles transparentes ?

Y a-t-il des ventes de biens publics qui donnent l'impression de favoriser indûment ceux ayant des liens étroits avec le parti au pouvoir ?

DES MOTS POUR LE DIRE

«Il y a des corrompus parce qu'il y a des corrupteurs»

«Je crois qu'on ne peut pas définitivement supprimer la corruption dans le monde et dans notre pays, tant qu'à tous les niveaux, toutes les tâches de transformation de la société n'auront pas été accomplies, et même tant que notre environnement économique, politique, social n'aura pas, lui aussi, été modifié par des positions qui favorisent la lutte contre la corruption. Il y a des corrompus parce qu'il y a des corrupteurs.»

Thomas Sankara, ancien président du Burkina Faso, assassiné le 15 octobre 1987